

Fiche

Pour satisfaire leurs besoins, les hommes doivent créer des richesses, sous la forme de biens et de services dont les entreprises et les administrations sont les principaux producteurs. À l'échelle d'un pays, cette production est évaluée par l'indicateur du produit intérieur brut (PIB), indicateur qui permet, par sa variation au cours du temps, de mesurer la croissance économique. Cependant, la croissance économique est de plus en plus confrontée à la question de ses limites écologiques.

I. Quels acteurs contribuent à la production de biens et services ?

- La majeure partie des biens et services est produite par les entreprises et les administrations. La production peut être décomposée en **production marchande** (biens et services s'échangeant sur un marché, en donnant lieu à une transaction monétaire) et **production non marchande** (biens et services fournis « gratuitement » ou à coût réduit, sans donner lieu à un échange monétaire) : les voitures, les consultations d'avocat ou l'électricité font partie de la production marchande, alors que les interventions des pompiers ou l'éclairage public sont des services non marchands.
- D'autres acteurs produisent également des richesses. Un ménage peut produire des légumes dans son jardin ou bricoler pour améliorer son logement : on parle alors d'autoproduction et d'autoconsommation. Enfin, les associations à but non lucratif (dont l'objectif n'est pas de faire des bénéfices) produisent également des services non marchands, par exemple les Restos du cœur ou la Croix-Rouge.

II. Combiner des facteurs de production

- Produire un bien ou un service nécessite de rassembler et de combiner des **facteurs de production**, c'est-à-dire du travail, du capital (bâtiments, machines, outils), de la technologie et des ressources naturelles. Une entreprise fabriquant des téléphones portables, par exemple, rassemble des salariés de diverses qualifications, des locaux, des machines et outils, des composants électroniques et des pièces détachées, de l'énergie, de l'eau, etc.
- De même, un lycée « produisant » un service d'enseignement rassemble des compétences humaines diverses, des matériels, des locaux, de l'énergie, etc.

III. Comment évaluer la production ?

- Dans le cas d'une entreprise, on peut évaluer la production à partir de son **chiffre d'affaires** (CA) qui correspond au montant total des biens et des services que cette entreprise a vendus sur une période donnée (le plus souvent, un an). Mais cet indicateur ne permet pas de savoir quelle a été la part propre de l'entreprise dans la valeur finale des produits : elle a, en effet, acheté à d'autres entreprises des biens et des services dont elle n'est pas « responsable » (biens intermédiaires, matières premières, services divers, qu'on regroupe sous l'expression de **consommations intermédiaires**). On évalue donc la production propre de chaque entreprise en calculant sa **valeur ajoutée**, selon la formule :

$$\text{Valeur ajoutée (VA)} = \text{chiffres d'affaires (CA)} - \text{consommations intermédiaires (CI)}$$

- Ainsi, si une boulangerie a vendu, en un mois, pour 23 000 € de pains (son chiffre d'affaires) et qu'elle a acheté pour 8 500 € de biens et services (farines et levures, eau, électricité, publicité, téléphone, produits divers, etc.), sa valeur ajoutée sera égale à 14 500 €. Attention cependant à ne pas confondre la valeur ajoutée avec le bénéfice de l'entreprise : notre boulanger doit encore, en effet, rémunérer ses salariés, payer ses impôts, éventuellement rembourser le prêt qui a permis de remplacer le four, etc. C'est après la soustraction de l'ensemble de ces dépenses qu'apparaîtra (éventuellement) un excédent, le **bénéfice** de l'entreprise.

 Exercice n°1

 Exercice n°2

IV. Comment évaluer la croissance économique d'un pays ?

- Lorsqu'on veut évaluer la production marchande totale d'un pays, on additionne les valeurs ajoutées de toutes les entreprises implantées sur le territoire national entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année et on obtient le produit intérieur brut marchand (**PIB marchand**).
- Mais la production des administrations n'est pas incluse dans le PIB marchand. Il faut donc lui rajouter la production non marchande des administrations : celle-ci ne peut pas s'évaluer à partir d'un chiffre d'affaires ou d'une valeur ajoutée puisque les administrations ne

« vendent » pas les services qu'elles produisent. Ces services non marchands sont donc évalués à travers le montant des dépenses effectuées pour les produire. Par exemple, on évalue la production du service public d'éducation par le montant du budget attribué à l'Éducation nationale. De même, la « production » des services de police, ou de Pôle emploi, est évaluée par les dépenses de ces administrations publiques. Finalement, le PIB total du pays est égal à la somme du PIB marchand et du **PIB non marchand**.

Le palmarès des PIB dans le monde (source : Banque mondiale)

Pays	PIB total (en milliards de dollars)	Taux de croissance du PIB entre 2016 et 2017 (en %)
États-Unis	19 390	2,27
Chine	12 237	6,90
Japon	4 872	1,71
Allemagne	3 677	2,22
Royaume-Uni	2 622	1,79
Inde	2 600	6,68
France	2 582	1,82
Brésil	2 055	0,98
Italie	1 934	1,50
Canada	1 653	3,05

- Le calcul du PIB permet de comparer la puissance économique globale des pays dans le monde. Le tableau ci-dessus montre clairement la domination économique des États-Unis, mais cette domination risque, dans les prochaines années, d'être contestée : la 3^e colonne du tableau indique en effet le **taux de croissance** annuel du PIB (ici, entre 2016 et 2017). On peut constater que le PIB de la Chine progresse beaucoup plus que celui de la 1^{re} puissance mondiale, ce qui conduit à un rattrapage progressif de l'écart. De même, l'Inde est aujourd'hui au 6^e rang mondial et, dans ce classement, elle a dépassé la France en 2017, en raison de sa croissance dynamique.
- Sur le long terme, les pays européens et les États-Unis ont connu un développement économique rapide, après la révolution industrielle des XVIII^e et XIX^e siècles. Pendant la période dite « des trente glorieuses », après la Seconde Guerre mondiale, les pays occidentaux ont accentué leur avance sur le reste du monde, avec une période de croissance forte. Mais la décennie 1970 a été marquée par un très net ralentissement de leur croissance, alors que plusieurs grands pays du tiers-monde, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, connaissaient une phase de dynamisme économique exceptionnel. La hiérarchie de la puissance économique évolue en permanence et n'est donc pas figée.

Exercice n°3

V. Le PIB, un indicateur imparfait

- Le PIB est, aujourd'hui encore, l'indicateur le plus utilisé pour rendre compte de la création de richesses. Pourtant, il comporte des lacunes et des imperfections qui amènent les économistes à relativiser sa fiabilité comme mesure de la production.
- La première remarque que l'on peut faire est que le PIB global ne donne aucune information sur le niveau de vie des habitants du pays. Pour pouvoir affiner l'analyse des niveaux de vie, il faut en effet tenir compte du volume de la population de chaque pays. Ainsi, la Chine produit le 2^e PIB au monde (12 237 milliards de dollars), mais elle est peuplée de près d'un milliard et demi d'habitants. Le Luxembourg affiche, quant à lui, un PIB beaucoup plus modeste (62,4 milliards de dollars), mais ses habitants ont un niveau de vie parmi les plus élevés du monde. Le calcul du PIB par habitant (PIB/hab.) permet d'approcher ce classement des niveaux de vie.

Pays	PIB/hab. en dollars
Afghanistan	550
Allemagne	44 470
Canada	45 032
Chine	8 827
Côte d'Ivoire	1 537
Danemark	56 307
États-Unis	59 531

France	38 476
Haïti	765
Inde	1 942
Japon	38 428
Luxembourg	104 103

- Même si le PIB/hab. est lui aussi un indicateur très approximatif des niveaux de vie, les données ci-dessus permettent de mesurer les écarts considérables qui séparent les pays, dans le monde, du point de vue de leur niveau de développement et des conditions de vie matérielles de leur population. Le PIB par habitant du Luxembourg, par exemple, est près de 200 fois plus élevé que celui de l'Afghanistan.
- À ces inégalités à l'échelle mondiale, il faut ajouter les inégalités internes à chaque pays : le PIB par habitant est en effet une moyenne qui masque les inégalités réelles de revenus et de niveau de vie entre les différents groupes sociaux à l'intérieur d'un même pays.

Exercice n°4

VI. La croissance économique face au défi écologique

- Les activités humaines de production et de consommation ont un impact négatif sur l'environnement. Le prélèvement continu sur les ressources naturelles non renouvelables contribue peu à peu à leur épuisement (énergies fossiles comme le charbon, le pétrole ou l'énergie nucléaire, matières premières minérales, etc.). Dans la plupart des pays, la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie est encore minime (à peine plus de 10 %, en France).
- De même, la surexploitation des ressources renouvelables, comme les ressources halieutiques des océans (poissons, crustacés, etc.) ou comme les forêts, met en péril la reconstitution des stocks existants. La pollution de l'air et de l'eau engendrée par la production et la consommation de biens et de services atteint parfois des niveaux qui menacent l'intégrité et la santé des populations qui y sont soumises.
- Enfin, le réchauffement climatique engendré notamment par les rejets dans l'atmosphère de quantités massives de gaz à effet de serre (en particulier de dioxyde de carbone) représente, à plus long terme, une menace pour le climat et la sécurité des littoraux.
- Ces effets négatifs produits par la croissance économique sont qualifiés par les économistes d'**externalités négatives**. La plupart de ces atteintes au patrimoine environnemental ne sont pas comptabilisées comme des « coûts » dans l'évaluation des richesses. Un des enjeux des revendications des mouvements écologiques est l'internalisation de ces coûts, de manière à les faire supporter non de manière indifférenciée par l'ensemble de la population mais par les producteurs ou les consommateurs qui sont à leur origine. Le principe du « **pollueur payeur** » conduit, par exemple, à ce que les industries les plus polluantes acquittent une **taxe carbone** pour chaque tonne de CO₂ émise, ce qui doit, en principe, les inciter à minimiser ces rejets.

Exercice n°5